

# Le Monde

## Rapport Draghi : « L'ambition est impressionnante, mais hors d'atteinte »

Le Monde, Charles Wyplosz, 20 septembre 2024

**L'Europe ne souffre pas d'un manque de compétences ou de moyens financiers, mais d'une mauvaise utilisation de ses ressources, rappelle l'économiste Charles Wyplosz dans une tribune au « Monde ».**

La commande adressée à Mario Draghi portait sur la perte de compétitivité de l'Europe. Notant que ce recul est la cause majeure de la stagnation des revenus, le rapport documente soigneusement le retard grandissant de l'Europe en matière d'innovations, non seulement vis-à-vis des Etats-Unis, mais aussi de la Chine. Les raisons qu'il présente sont très largement consensuelles : un faible effort d'investissements dans la recherche technologique et une mobilisation inefficace de l'épargne des Européens. Le diagnostic pointe la domination de longue date de grandes entreprises éloignées des innovations transformatrices, une lourdeur administrative qui décourage la prise de risque, et des marchés financiers morcelés qui poussent les créateurs les plus énergiques à traverser l'Atlantique.

Ce rappel cruel de nos faiblesses serait moins déprimant si Draghi offrait des solutions bien adaptées. Bien qu'il fourmille d'idées, le cœur de son rapport est de proposer une politique industrielle commune, qui prendrait en charge l'innovation, mais aussi la décarbonisation et la sécurisation de nos économies. Le rapport chiffre le coût de l'opération à 800 milliards par an, soit 4 % du PIB européen. Quand on sait que, depuis des années, le budget de la Commission est gelé à 1 %, il est clair que les 800 milliards devraient majoritairement prendre la forme de transferts de compétences des Etats membres vers la Commission. L'ambition est impressionnante, mais hors d'atteinte. Sa faiblesse majeure est de proposer des prescriptions déconnectées du diagnostic.

Ce diagnostic part en particulier du constat que, depuis le début du siècle, les investissements technologiques en Europe sont dominés par le secteur automobile, alors qu'aux Etats-Unis ce sont les entreprises liées à la numérisation qui ont pris le relais. Cette spécialisation dans les secteurs de technologie moyenne est débilante parce que les possibilités d'innovations transformatrices y sont faibles. Cette domination est construite sur un tissu ancien de relations entre grandes entreprises et grandes banques, qui tranche avec la fluidité et de la réactivité des marchés financiers, qui restent, en Europe, sous-dimensionnés. L'Europe ne souffre donc pas d'un manque de compétences ou de moyens financiers, mais d'une mauvaise utilisation de ses ressources.

On pourrait donc s'attendre à ce que le rapport propose une stratégie de déréglementations, de réduction des aides publiques, explicites et implicites, qui pérennisent la domination d'industries vieillissantes, et l'adoption rapide de l'union du marché des capitaux, bloquée depuis dix ans par des intérêts privés. Bien sûr, tout ceci est mentionné, mais on ne voit pas à quoi peut alors servir une politique industrielle européenne.

### Mélange d'objectifs

La création du marché unique, il y a une trentaine d'années, reposait pourtant sur l'idée que les politiques industrielles nationales avaient échoué et devaient être remplacées par un renforcement de la concurrence – à l'intérieur de l'Europe et entre l'Europe et le reste du monde – comme aiguillon des innovations. Le retour en grâce actuel des politiques industrielles considère que le retard de l'Europe apporte la preuve que le marché unique et la mondialisation n'ont pas fonctionné comme prévu. Mais le rapport Draghi, à l'inverse, demande plus d'intégration européenne et ne remet en cause la mondialisation que pour des raisons de sécurité des approvisionnements. Il vise plutôt à compléter ce qui a été accompli par une politique industrielle censée corriger les errements qu'il dénonce.

Mais il n'explique pas pourquoi on ne pourrait pas simplement corriger à faible coût ces errements. Une politique industrielle conduit en général à des échecs parce qu'elle consiste à choisir des activités prometteuses et à soutenir des entreprises particulièrement agiles. Or, ce sont là des choix complexes et hautement incertains, des paris en fait. Les gouvernements sont bien mal placés pour réussir ces paris, non seulement par manque de compétence, mais parce que bien d'autres considérations entrent inévitablement en jeu au niveau politique, y compris des pressions très intéressées. Déplacer ces choix au niveau européen amplifie ces travers en multipliant les conflits d'intérêts, car chaque pays entend protéger ses entreprises.

Le rapport Draghi produit une longue liste d'industries à encourager. L'automobile y figure de manière proéminente, alors que ce n'est pas dans ce genre de secteur que les innovations stratégiques émergeront. La vraie justification est l'emploi, mais alors on mélange des objectifs qui ne font pas bon ménage. La liste des priorités fait aussi la part belle à l'intelligence artificielle, la dernière innovation à la mode. Si le rapport avait été produit deux ans plus tôt, cette nouvelle priorité aurait été absente ! Or, les engagements budgétaires se font sur des années et sont difficiles à modifier une fois lancés. La pesanteur des politiques industrielles est incompatible avec la vitesse de réaction indispensable à la course aux innovations. Au bout du compte, même si son diagnostic est pertinent, ce rapport semble surtout chercher à étendre les compétences et les moyens de la Commission et exprimer sa foi dans le pouvoir des subventions publiques, alors que l'endettement des Etats a de quoi inquiéter.

**Charles Wyplosz** est professeur émérite d'économie à l'Institut des hautes études internationales et du développement, à Genève (Suisse)